



Coopération Sud-Sud pour le développement

Distr. générale
31 mars 2014
Français
Original : anglais

Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud

Dix-huitième session

New York, 19-22 mai 2014

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

Examen des progrès accomplis dans l'application du Plan d'action de Buenos Aires, de la stratégie relative à la nouvelle orientation de la coopération Sud-Sud et des recommandations contenues dans le document final de Nairobi issu de la Conférence de haut niveau sur la coopération Sud-Sud, en tenant compte du rôle complémentaire que joue la coopération Sud-Sud dans l'application des textes issus des grandes conférences des Nations Unies dans les secteurs économique, social et dans les secteurs connexes**

Résumé

Le présent rapport examine les tendances et les questions intéressant la coopération Sud-Sud de 2012 à 2014. Il le fait à l'intérieur du cadre établi par le Plan d'action de Buenos Aires de 1978, de la stratégie de 1995 relative à la nouvelle orientation de la coopération Sud-Sud et du document final de Nairobi adopté en 2009 par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. On examinera ici l'évolution de la situation sur les plans bilatéral, régional et interrégional, l'appui fourni par les pays développés, le rôle des organismes des Nations Unies, et des exemples marquants de l'action menée par la société civile et le secteur privé. Le rapport fait suite à la décision 17/2, adoptée par le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud à sa dix-septième session en 2012.

* [SS/C/18/L.2](#).

** La mise au point définitive du présent rapport a été retardée par la longueur des consultations qu'il a fallu tenir concernant le document SSC/18/3.



I. Introduction

1. La coopération Sud-Sud continue de jouer un rôle de plus en plus important et de plus en plus large dans les affaires internationales. Elle englobe une large gamme d'interactions entre les gouvernements, les entreprises, la société civile et les institutions internationales et sous-tend la croissance économique rapide qui a permis d'améliorer la condition humaine dans tous les pays en développement ces dernières décennies. Comme il est indiqué dans le *Rapport sur le développement humain 2013*, « Aucun pays pour lequel des données étaient disponibles n'a présenté en 2012 une valeur d'indice de développement humain inférieure à celle de 2000 »¹.

2. Pendant la période considérée, les États africains ont célébré d'importants anniversaires de la coopération Sud-Sud et réaffirmé qu'ils s'engageaient à concentrer leurs efforts sur les tenaces problèmes structurels qui font obstacle au développement. De grandes différences sous-régionales en Asie se sont répercutées dans les effets et la portée de la coopération Sud-Sud, mais tous les États ont continué d'être fermement engagés dans les processus de coopération. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la coopération Sud-Sud a adopté une orientation humanitaire et sociale unique qui a marqué une demande croissante d'initiatives interrégionales. Cette coopération Sud-Sud interrégionale est remarquablement large et diverse, particulièrement en Afrique, par opposition à la rareté de telles activités il y a 30 ans. Elle bénéficie également, avec la coopération triangulaire, du solide appui des pays donateurs du Nord les plus importants. Dans les organismes des Nations Unies, les politiques et programmes Sud-Sud revêtent un caractère de plus en plus stratégique et le cloisonnement thématique commence à céder, avec l'appui du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. L'appui des entreprises et de la société civile est un facteur de plus en plus important.

3. Du côté négatif, pendant la période considérée, la coopération Sud-Sud a été freinée par les effets persistants de la récession prolongée et de la lente reprise des marchés des pays industrialisés, ainsi que par les déficits de la balance courante dans les pays en développement. Ces problèmes ont fait douter de la capacité du Sud d'être à même de rester le moteur de la croissance de l'économie mondiale. Toutefois, au moment de l'élaboration du présent rapport (mars 2014), le Sud poursuit sa croissance, soutenue par la demande dans ses pays et entre eux. L'opinion des investisseurs sur les marchés émergents trahit un degré d'incertitude mais elle montre qu'ils n'ont pas perdu confiance dans leurs paramètres fondamentaux².

4. Avec une capacité technologique qui mûrit et une classe moyenne en plein essor, le Sud peut générer une croissance à long terme. En outre, les nouvelles technologies de l'information et des communications transforment les handicaps traditionnels en un potentiel neuf pour le développement.

5. Dans l'examen quadriennal complet, les États Membres ont réaffirmé l'importance croissante des coopérations Sud-Sud et triangulaire pour réaliser les objectifs de développement convenus au niveau international, y compris ceux du Millénaire pour le développement, et ils ont prié les fonds, programmes, institutions

¹ PNUD, *Rapport sur le développement humain, 2013* (Canada, 2013), p. iv.

² <http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424052702303460004579193963362146726>
<http://www.euromoney.com/Article/3308701/BlueBay-bullish-on-emerging-market-investment-grade-bonds.html#ad-image-3426?copyrightInfo=true>.

spécialisées et autres entités des Nations Unies de mieux intégrer cette coopération dans leurs activités. L'importance croissante des coopérations Sud-Sud et triangulaire pour compléter la coopération Nord-Sud a également été reconnue dans les débats sur le programme de développement pour l'après-2015 et dans les objectifs de développement durable.

6. Les décideurs ont également demandé que la coopération Sud-Sud s'attache à concrétiser les objectifs importants arrêtés lors des grandes conférences mondiales. Dans le document final de la manifestation spéciale organisée le 25 septembre 2013 par le Président de l'Assemblée générale, les chefs d'État et de gouvernement ont noté que les pays en développement et les populations qui sont le plus à la traîne doivent bénéficier d'une attention et d'un appui immédiats (résolution 68/6, par. 5).

7. Le présent rapport donne un aperçu de l'évolution de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et présente, d'une manière qui les illustre bien mais sans en aborder tous les aspects, les progrès accomplis pendant l'exercice 2012-2014 dans la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement, dans la stratégie relative à la nouvelle orientation de la coopération Sud-Sud et dans l'exécution des recommandations du document final de Nairobi adopté en 2009 par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. Les conclusions sont fondées sur des recherches menées dans les documents pertinents par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et sur les informations fournies par les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies.

II. Contexte et tendances au niveau mondial

8. Le contexte mondial de la coopération Sud-Sud présente une image mitigée. D'une part, les échanges commerciaux et les activités économiques ont connu une reprise lente dans les pays avancés, les États-Unis d'Amérique venant en tête. En 2012 et 2013, la production mondiale a augmenté de 3,1 % et de 3 %, respectivement; elle devrait augmenter de 3,7 % en 2014³. Dans la zone euro, la croissance est devenue positive au deuxième trimestre de 2013 sous la poussée d'une croissance plus forte en Allemagne⁴. Au Japon, le taux de croissance devrait rester inchangé, soit 1,7 % en 2014. D'autre part, la croissance a ralenti dans les pays à marché émergent et les pays en développement où elle a connu un taux de 4,7 % en 2013 contre 4,9 % en 2012; il devrait s'améliorer en 2014. En Chine, la croissance a fortement repris au deuxième semestre de 2013 et devrait se stabiliser à 7,5 % en 2014-2015. En Inde, son taux, de 4,4 % en 2013, devrait passer à 5,4 % en 2014. En Afrique sub-saharienne, le taux de croissance, de 4,8 % en 2012 et de 5,1 % en 2013, devrait continuer de s'améliorer.

9. Les perspectives globales de progrès dans le Sud sont cependant assombries par un ensemble de facteurs externes et internes. Sur le plan externe, le retrait des mesures d'assouplissement quantitatif aux États-Unis a affaibli les courants de capitaux vers les pays en développement. Sur le plan interne, d'importants déficits en compte courant et des prêts bancaires non viables ces dernières années menacent la croissance. De plus, la faiblesse des prix des produits de base devrait avoir des

³ Fonds monétaire international, *World Economic Outlook Update* (21 janvier 2014), p. 3.

⁴ Banque mondiale, *Global Economic Prospects*, vol. 8 (janvier 2014), p. 18.

répercussions négatives. Entre 2011 et 2013, les prix réels de l'énergie et des produits alimentaires ont diminué de 9 % et 13 % respectivement tandis que ceux des métaux et minerais ont baissé de 30 %. Les pays ayant des déficits élevés en compte courant ont des possibilités restreintes de stimulation financière face aux pressions externes. L'ensemble de ces problèmes fait douter de l'aptitude des pays du Sud à continuer à animer la croissance mondiale.

10. Les tendances sociales, politiques et environnementales en 2012-2013 ont nui à la coopération Sud-Sud. Le rapport du Forum économique mondial intitulé *Global Risks 2014* (Les risques qui attendent le monde) a dit que le chômage structurel et le sous-emploi, l'inégalité des revenus, les crises de l'eau et les risques liés à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation qu'ils exigent sont parmi les menaces les plus graves sur la stabilité mondiale future. Exacerbées par les pratiques commerciales non réglementées et abusives de sociétés multinationales et par le chômage structurel persistant, en particulier chez les jeunes, les disparités de revenus croissantes ont contribué à l'aggravation de la criminalité, à la stagnation des économies et aux tensions sociales. Les inégalités dans d'autres domaines, tels que l'accès à l'électricité, à la santé et à l'éducation sont d'autres facteurs de tension qui entravent le progrès et le développement humains⁵.

11. Les phénomènes climatiques extrêmes, tels que le typhon Haiyan aux Philippines, les crises politiques et les conflits armés dans les trois régions du Sud ont pesé lourd sur le développement. Leurs effets de contagion (flux de réfugiés, incidences économiques négatives et tensions politiques) témoignent du besoin urgent de réforme, vu l'interdépendance croissante entre les pays et l'urgence des réformes à introduire dans l'architecture générale de la coopération mondiale.

III. Pays en développement

12. L'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine et les Caraïbes constituent le monde du Sud aux réalités très diverses, mais unies par l'histoire et par les problèmes économiques, sociaux et politiques. On trouve un des meilleurs indicateurs des ressemblances et des différences dans le niveau d'intégration régionale, mesuré le plus aisément par rapport au volume des échanges commerciaux intrarégionaux. Entre 2007 et 2011, la part des exportations intra-africaines dans le total des exportations de marchandises a été en moyenne de 11 % (avec une différence d'environ 10 points si l'on tient compte du commerce informel), alors que la part correspondante a été de 21 % en Amérique latine et les Caraïbes, et de 50 % dans les pays en développement d'Asie⁶ (en Europe et en Amérique du Nord, elle a été de plus de 70 %⁶). Les écarts dans la productivité de la main-d'œuvre sont un autre indicateur de base : en Afrique, elle est de 4 734 dollars par travailleur, contre 6 631 dollars en Asie de l'Est et 8 890 dollars en Amérique latine et dans les Caraïbes⁷. Ces statistiques révèlent le potentiel inutilisé de la coopération Sud-Sud en faveur du développement.

⁵ Voir Programme des Nations Unies pour le développement, *L'humanité divisée : combattre les inégalités dans les pays en développement* (novembre 2013).

⁶ CNUCED, *Le Développement économique en Afrique Rapport 2013* (CNUCED,ALDC/AFRICA/2013) (Numéro de vente : F. 13.II.D.2, p. 2.

⁷ Ibid., p. 89 et 146.

13. Un nouveau facteur a uni ces trois régions pendant la période à l'examen : la colère devant le fait que la crise provoquée par de grandes institutions financières transnationales a réduit des millions de personnes au chômage et à la pauvreté tout en enrichissant énormément les riches. Cette répartition inégale a été en grande partie le fruit des opérations de fonds spéculatifs géants sur les marchés des produits de base qui ont entraîné une explosion du prix des aliments et du carburant. Cette financiarisation des marchés a provoqué l'agitation sociale dans nombre de sociétés, dressant ainsi de nouveaux obstacles à la coopération Sud-Sud.

14. L'essentiel des échanges Sud-Sud qui lient les trois régions concerne le pétrole, les minerais et les produits agricoles. La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord envoie les deux tiers de ses exportations à d'autres pays en développement. Néanmoins, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a déclaré en 2013 que les échanges Sud-Sud en Asie (ou qui en proviennent) évoluent vers un composé technologiquement plus pointu⁸. Les dépenses de recherche et de développement sont en hausse dans le Sud mais partent certes d'un niveau très bas.

15. Dans les pays en développement les flux d'investissement direct étranger (IDE) ont atteint en 2013 un nouveau plafond de 759 milliards de dollars, soit plus de 52 % du total mondial. Les pays en développement d'Asie, dont les flux d'IDE sont à peu près au même niveau qu'en 2012, en font la région qui en accueille le plus; les flux vers l'Afrique ont augmenté de 6,8 % et de 18 % vers les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

16. Mondialement, les flux d'IDE ont augmenté de 11 % en 2013 pour atteindre 1 460 milliards de dollars, montant presque égal à la moyenne des trois années antérieures à la crise financière de 2008. Parmi les groupes régionaux, les 21 membres de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (pays du groupe BRICS) ont presque doublé leur part des flux mondiaux d'IDE par rapport à celle précédant la crise. L'APEC, qui reçoit la moitié du total mondial de l'IDE, se trouve au même niveau que le Groupe des 20 (G20). Les flux d'IDE vers les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et ceux du Marché commun du Sud (MERCOSUR) ont, comme les regroupements d'entreprises Sud-Sud, doublé par rapport aux niveaux d'avant la crise. L'Asie occidentale est la seule région en développement qui ait connu en 2013, pour la cinquième année consécutive, une baisse des flux d'IDE qui ont diminué de 20 % pour s'établir à 38 milliards de dollars⁹.

17. L'aide au développement provenant du Nord étant en baisse, une attention spéciale est consacrée à l'assistance financière accordée dans le cadre de la coopération Sud-Sud, dont les principaux fournisseurs, réunis en 2013, ont réaffirmé qu'ils voyaient en elle un acte de solidarité entre pays en développement, destiné à compléter mais non à remplacer l'assistance du Nord.

18. L'Assemblée générale a reconnu la nouvelle importance de la coopération Sud-Sud en élevant en Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud le Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud (voir [A/67/39](#), chap. I, décision 17/1, par. 8; et

⁸ CNUCED, *South-South Trade Monitor*, n° 2 (juillet 2013), p. 3.

⁹ Ibid., p. 5.

résolution 68/230). Le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud est saisi de la question du renforcement du Bureau dans un rapport distinct (SSC/18/3).

19. Les banques régionales de développement sont à la pointe de la coopération Sud-Sud. Les plus importantes sont la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque asiatique de développement (BasD), qui toutes deux s'attachent à construire des infrastructures, et la Banque interaméricaine de développement, qui préfère mettre l'accent sur les projets sociaux. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les banques sous-régionales de développement – la Banque centraméricaine d'intégration économique, la Banque de développement des Caraïbes et la Société andine de développement (SAD) – ont comblé en partie les lacunes du financement des infrastructures. L'Asie n'ayant pas de banques sous-régionales, la Banque asiatique de développement joue un rôle prédominant dans ce domaine. En Afrique, la Banque africaine de développement est la source principale du financement des infrastructures car les banques sous-régionales – la Banque de développement de l'Afrique de l'Est, la Banque ouest-africaine de développement, la Banque de développement des États de l'Afrique centrale et la Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pour le commerce et le développement – n'ont que des ressources limitées. L'Afrique compte également la Banque de développement de l'Afrique australe, qui appartient entièrement à l'Afrique du Sud mais qui concentre ses efforts sur de larges projets d'infrastructure dans la Communauté de développement de l'Afrique australe¹⁰.

20. Les transferts de fonds qu'effectuent vers leurs foyers les migrants internationaux de pays en développement ont représenté, selon la Banque mondiale, un montant total estimatif de 414 milliards de dollars en 2013, soit trois fois le montant de l'aide des pays du Nord au développement. Les flux Sud-Sud représentent près de la moitié de ce total. Principale bénéficiaire en 2013, l'Inde a reçu un montant estimatif de 71 milliards de dollars¹¹. Sur ce montant, la composante la plus importante (plus de 15 milliards de dollars) est venue des Émirats arabes unis. Les pays d'Asie orientale et occidentale sont des sources importantes d'envois de fonds. Les autres grands bénéficiaires en 2013 ont été la Chine (60 milliards de dollars), les Philippines (26 milliards de dollars), le Mexique (22 milliards de dollars), le Nigéria (21 milliards de dollars) et l'Égypte (20 milliards de dollars).

21. La coopération Sud-Sud à la sécurité s'étend à toutes les régions et revêt une importance critique pour le développement. Elle englobe la coordination des politiques, les forces régionales de maintien de la paix, les opérations de police conjointes, le partage des infrastructures de sécurité et les réseaux de défense des droits de l'homme et des militants humanitaires.

22. Au cours de la période considérée, l'initiative de coopération Sud-Sud potentiellement la plus ambitieuse liée à la sécurité a eu trait en avril 2012 à la demande du sixième Sommet des Amériques, qui a abouti à la publication en 2013 par le secrétariat de l'Organisation des États américains d'une étude en plusieurs volumes intitulée *The Drug Problem in the Americas* (le problème de la drogue dans

¹⁰ Contribuer au développement des infrastructures pour promouvoir l'intégration économique : le rôle des secteurs public et privé. Note du secrétariat de la CNUCED (TD/B/C.I/MEM), sect. II.C : Le rôle des banques régionales de développement.

¹¹ Les envois de fonds vers les pays en développement devraient dépasser 410 milliards de dollars en 2013 selon la Banque mondiale. Communiqué de presse, 2 octobre 2013.

les Amériques). Le trafic de drogues a causé des violences extrêmes en Amérique latine et dans les Caraïbes et l'étude a examiné les preuves de ce que, si l'on changeait la démarche prohibitionniste actuelle, on pourrait réduire ces violences et servir autrement la santé publique. Ses conclusions auront des répercussions sur l'examen d'ensemble, par l'Assemblée générale en 2016, de la situation de la drogue dans le monde.

23. Le maintien de la paix par l'ONU est un exemple de coopération triangulaire où des pays en développement d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes doivent fournir la plupart des contingents, et des pays développés doivent fournir l'essentiel du financement. Les États-Unis, le Japon et les pays nordiques participent également aux autres activités d'appui, dont l'entraînement militaire. La plupart des opérations de maintien de la paix de l'ONU sont menées en Afrique, et l'Union africaine poursuit à l'échelle du continent ses propres initiatives de paix et de sécurité. Elle mène également des missions de maintien ou de rétablissement de la paix lorsque l'ONU en fait la demande.

24. Les États d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale touchés par la piraterie dans le Golfe de Guinée ont créé à Yaoundé un Centre interrégional de coordination des questions liées à la sûreté et à la sécurité maritimes. Ils ont de plus adopté un code de conduite définissant la stratégie régionale de prévention et de répression des actes de piraterie, des vols à main armée contre les navires et des activités maritimes illicites en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

25. Alors que la force de sécurité multinationale de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord s'apprête à se retirer d'Afghanistan à la fin de 2014, l'action menée pour sauvegarder la paix est surtout Sud-Sud. L'initiative la plus large est le Processus d'Istanbul auquel participent tous les États de la région qu'intéresse la stabilité en Afghanistan. La Chine et l'Inde, plus grands pays voisins, mènent des concertations bilatérales et l'Inde est à la tête des efforts concertés visant à accélérer le développement dans ce pays ravagé par la guerre.

A. Afrique

26. Le cinquantième anniversaire de l'Union africaine et le dixième anniversaire de son organe subsidiaire, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, ont jalonné de manière importante les réalisations Sud-Sud en 2013. Conçu comme une obligation mutuelle de rendre des comptes de gouvernance, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs est désormais composé de 33 membres représentant plus de 76 % de la population de l'Afrique. Le Nouveau Partenariat de l'Union africaine pour le développement de l'Afrique (NEPAD), qui vise à changer les réalités économiques, est à cet égard l'initiative Sud-Sud la plus ambitieuse au monde; il progresse lentement mais constamment. L'un des problèmes les plus tenaces pour l'Afrique est sa dépendance excessive à l'égard de son secteur minier, moteur principal de la croissance économique du continent. En Afrique subsaharienne, le produit intérieur brut (PIB) a plus que triplé depuis 2000 pour atteindre environ 1,33 billion de dollars en 2013, mais la grande majorité des Africains n'ont pas bénéficié des industries extractives, qui répondent à la demande étrangère¹². Le Conseil économique et social s'est saisi concrètement de cette question en juillet

¹² Africa Progress Panel, *Rapport 2013 sur les progrès en Afrique* (2013).

2013 : sur la recommandation de la Commission économique pour l'Afrique, il a créé l'Institut africain de développement économique et de planification, qui vise à accélérer les changements structurels dans l'économie africaine (résolution du Conseil 2013/2). Basé à Dakar, il sera doté d'un conseil d'administration représentant les cinq régions de l'Afrique.

27. Environ la moitié des 93 milliards de dollars nécessaires au plan africain d'action prioritaire adopté par le NEPAD de l'Union africaine pour développer les infrastructures provenant désormais de sources nationales de financement, les perspectives sont prometteuses. Distincts mais solidaires, les 51 projets de ce plan d'action en sont à des stades plus ou moins avancés de l'étude de faisabilité, de la planification et de l'exécution à un degré limité. À sa réunion de janvier 2013, l'Union africaine a adopté la création d'un groupe de travail des entreprises sur les infrastructures en Afrique visant à réunir des financements dans le secteur privé (voir A/68/222, par. 16).

28. Le NEPAD comprend les autres programmes prioritaires suivants :

a) Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine dans le cadre duquel 40 pays se sont engagés à affecter au minimum 10 % de leur budget national à l'agriculture et à faire progresser la productivité de 6 % par an. En 2012, 10 pays ont dépassé l'objectif de 6 % de croissance de la productivité et quatre autres ont fait mieux que 5 % (ibid., par. 20).

b) Constitution de cinq réseaux régionaux de centres d'excellence dans le domaine des biosciences, l'un étant axé sur la biosécurité et les autres sur les technologies à potentiel commercial. L'Africa Biosciences Challenge Fund (Fonds d'appui africain pour le développement des biosciences) financera la recherche agronomique (ibid., par. 52).

29. L'investissement direct étranger (IDE) intra-africain est en hausse. On signale que l'investissement intra-africain prend de plus en plus d'importance dans plusieurs pays, notamment le Botswana, le Malawi, le Nigéria, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie¹³. L'Afrique du Sud est le premier investisseur des projets d'IDE dans le reste de l'Afrique.

30. À sa vingtième session ordinaire de janvier 2013, l'Assemblée de l'Union africaine a adopté la décision 465 (xx) soulignant son désir d'appliquer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire à la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015. La coopération Sud-Sud est au cœur des efforts que les États africains consacrent résolument à la lutte contre les problèmes endémiques freinant le développement.

B. Asie

31. La croissance économique rapide est le signe le plus concret de la réussite globale de la coopération Sud-Sud en Asie. Riche de ses chaînes régionales d'approvisionnement, l'Asie en développement représente désormais le tiers du PIB mondial (42 % si l'on inclut le Japon). Mais la région regroupe encore les trois cinquièmes de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté et les deux

¹³ CNUCED, Rapport du Conseil du commerce et du développement en date du 28 juin 2013 (TD/B/60/4), al. g) du paragraphe 8.

tiers des personnes souffrant de la faim – et cela après que le nombre d’Asiatiques vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a été réduit de plus de moitié entre 1990 et 2010, et que leur nombre absolu est tombé de 1,48 milliard à 733 millions.

32. L’Association des nations de l’Asie du Sud-Est (ASEAN) reste l’alliance économique la plus performante au monde dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Ses membres ne cessent de rechercher un élargissement de la coopération entre eux ainsi qu’avec toutes les puissances ayant des intérêts stratégiques dans la région. Leur projet actuel le plus pressant est de mettre sur pied la Communauté économique ASEAN avant 2015; ils ont déjà éliminé la plupart des barrières tarifaires mais se heurtent encore à de sérieux obstacles non tarifaires. L’ASEAN se situe dans une sous-région de tensions alimentées par les litiges frontaliers, les divergences idéologiques et les confrontations armées. Mais, si ces tensions ont gêné la coopération Sud-Sud, elles l’ont aussi favorisée comme en témoignent les travaux en cours du Forum maritime et du Forum régional de l’ASEAN. La prévention de la piraterie sur les mers régionales, la lutte contre le trafic des marchandises, des êtres humains et des stupéfiants, la lutte contre le terrorisme et la prévention des catastrophes marines sont un objectif clef de la coopération Sud-Sud.

33. Alors que l’on parle de convergence financière, les marchés asiatiques émergents restent plus proches des centres mondiaux de pouvoir des pays du Nord qu’ils ne le sont entre eux. La région exporte son énorme épargne nette dans le Nord pour se prémunir contre une répétition de la débilante crise financière asiatique de 1997. Bien qu’en janvier 2013 les pays asiatiques aient déjà été parties à 109 accords de libre-échange ratifiés et aient adhéré à un nombre croissant d’arrangements bilatéraux ou de groupe sur l’échange de devises, la plupart des premiers n’ont guère été utilisés et aucun des seconds n’a été invoqué. Deux courants de négociation visent à démêler l’écheveau que sont les accords de libre-échange, l’un portant sur un accord pour toute la région, l’autre sur l’annulation pure et simple de tels accords¹⁴.

34. L’événement le plus remarquable de la coopération Sud-Sud en Asie est sans doute l’amélioration des relations entre la Chine et l’Inde. Cela se voit non seulement dans la croissance des échanges – actuellement chiffrés à 80 milliards de dollars et devant atteindre 100 milliards de dollars d’ici à 2015 – mais aussi dans la présentation, le 18 mars, d’une étude coopérative révolutionnaire sur la transition vers le développement faible en carbone qui passe en revue les stratégies de financement, l’utilisation de la technologie, la politique de l’innovation et les mesures infranationales. L’amélioration des relations se voit également dans la proposition de rouvrir l’ancienne Route de la soie à travers le Bangladesh et le Myanmar. Le Président chinois ayant annoncé la création d’une banque asiatique d’investissement en infrastructure, l’espoir grandit de voir les 4,22 millions de kilomètres carrés qui englobent l’Asie du Sud-Est accueillir des liaisons aériennes, ferroviaires, routières et fluviales.

35. À la douzième réunion du Programme de coopération économique régionale pour l’Asie centrale (CAREC), les intervenants ont indiqué que les constructions de routes avaient dépassé les objectifs; ils ont évoqué des perspectives économiques encourageantes pour la sous-région, qui avait mis en place des politiques

¹⁴ Banque asiatique de développement, *Regional Cooperation and Integration in a Changing World* (Coopération et intégration régionales dans un monde en évolution), avril 2013.

macroéconomiques saines et des systèmes financiers renforcés, et pris des dispositions pour se prémunir contre les fluctuations monétaires provoquées par des facteurs étrangers. L'intégration économique dans le cadre de réseaux de production élargis ciblant les marchés extérieurs a également été évoquée. Les participants ont accepté l'offre de la Chine proposant que l'Institut de la CAREC soit basé à Urumqi, dans la région autonome de Xinjiang Uygur, et pris note de celle du Kazakhstan d'en accueillir une antenne. L'Institut doit fournir des services d'analyse et d'appui au Programme de la CAREC.

36. L'importance de la coopération Sud-Sud ne cesse de croître dans toute l'Asie, ce que reflète de la manière la plus significative l'action concertée de la Chine et de l'Inde sur la transition énergétique vers le développement durable.

C. Amérique latine et Caraïbes

37. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes a continué de participer activement aux mécanismes de coopération Sud-Sud dans de nombreux domaines, notamment l'agriculture, les programmes d'aide sociale contre la pauvreté, le renforcement des capacités dans les sciences et la technologie, les questions de sécurité, la protection de l'environnement, les énergies renouvelables, le développement des infrastructures, la statistique, l'assistance électorale, l'aide humanitaire, les interventions d'urgence et le relèvement après sinistre. Le Brésil, le Chili, la Colombie, Cuba, l'Équateur, le Mexique et l'Uruguay ont sensiblement renforcé leurs capacités de coopération et de participation. L'intégration régionale reste toutefois modeste en matière d'infrastructures et de commerce; en pourcentage, la part de la région dans les exportations intrarégionales Sud-Sud est en recul¹⁵.

38. Les efforts institutionnalisés visant à élargir la coopération Sud-Sud dans la région progressent sur plusieurs fronts. On citera la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), initiative qui englobe désormais toutes les entités souveraines de la région à l'exclusion des États-Unis, du Canada et des territoires relevant d'États européens. Il faut aussi citer l'Alliance du Pacifique, formée en 2012 par le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou sur la base d'un solide programme axé sur les affaires. Malgré leurs divergences politiques apparentes, les deux groupements ont le Costa Rica en commun : ce pays a pris en janvier 2014 la présidence par intérim de la CELAC et, le mois suivant, proclamé son intention de passer du statut d'observateur au sein de l'Alliance du Pacifique à celui de membre à part entière. Par ailleurs, l'accord regroupant le Marché commun du Sud (MERCOSUR) et la Communauté andine dans l'Union des nations d'Amérique du Sud (UNASUR) est entré en vigueur en mars 2011 et la première pierre de son secrétariat a été posée à Mitad del Mundo, en Équateur. Les travaux relatifs à la création des autres institutions de l'UNASUR progressent également; il s'agit notamment du Parlement d'Amérique du Sud à Cochabamba (État plurinationnel de Bolivie) et de la Banque du Sud à Caracas. Selon des articles de presse, on espère parvenir, d'ici à 2019, à une union du genre de l'Union européenne à l'échelle du continent.

¹⁵ CNUCED, *South-South Trade Monitor*, n° 2 (2013).

39. Le Brésil, qui représente environ la moitié du PIB de l'Amérique du Sud, fournit à la coopération Sud-Sud la contribution la plus diversifiée, composée notamment d'éléments publics et privés. L'Agence brésilienne de coopération (ABC), la Société brésilienne de recherche agricole (EMBRAPA) et l'École nationale d'administration publique en sont des acteurs clefs. L'ABC a tout un portefeuille de projets de coopération allant de la transmission de l'expérience du pays dans la lutte contre la pauvreté et ses conséquences sociales sur les familles à des projets de partage des compétences du Brésil en biotechnologie de pointe, surtout pour la production de biocarburants. L'EMBRAPA est une entreprise publique qui fait des recherches de pointe sur l'agriculture tropicale; régie par une loi de 2011 qui la rend plus cohérente et plus autonome vis-à-vis du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement alimentaire, elle offre une grande capacité de coopération Sud-Sud.

40. Tenu en mars 2014, le quatrième Congrès méso-américain des zones protégées a réuni des experts du Mexique et des huit pays du Système d'intégration de l'Amérique centrale : le Belize, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, Panama et la République dominicaine. Lancées en 2003 par la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement, les réunions triennales permettent aux acteurs régionaux et internationaux d'échanger des expériences et des travaux de recherche ainsi que de débattre des initiatives à prendre pour préserver les zones terrestres et marines protégées.

41. La Communauté des Caraïbes (CARICOM) a fait un pas historique en 2013 en manifestant l'appui unifié de ses 15 membres au Traité des Nations Unies sur le commerce des armes (intéressant les armes classiques), dont son Secrétaire général, Irwin LaRocque, a souligné la suprême importance pour la région car la criminalité « étranglait » le développement des Caraïbes¹⁶. Les membres de la CARICOM ont fait de la sécurité des citoyens le quatrième pilier du développement durable. L'adoption en 2013 de la stratégie de la CARICOM en matière de criminalité et de sécurité a été une étape importante.

42. En octobre 2013, en coopération avec la CNUCED, l'Organisation des États des Caraïbes orientales a organisé un atelier sur le renforcement des capacités et l'échange des connaissances visant à faciliter le commerce. L'accent y a été mis sur l'application des mesures pratiques prévues dans l'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce et le financement de ces mesures a fait l'objet de discussions. Les six membres de l'organisation sont les suivants : Antigua et Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines.

43. Les participants au Sommet de Guayaquil de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, tenu en juillet 2013, ont décidé de renforcer les mesures de soutien à Haïti qui se remettait de catastrophes naturelles et politiques. Plusieurs pays l'aidaient déjà. Le Venezuela (République bolivarienne du) s'est engagé à construire des logements (il en est prévu 400) et des hôpitaux (il en est prévu 20). Il apporte également son appui à des groupes culturels, notamment un orchestre de jeunes. Entre autres projets, l'Équateur reconstruit un pont détruit par l'ouragan de

¹⁶ « CARICOM seeks greater assistance for developing countries », Atlantablackstar.com, 26 juillet 2013.

2012. Cuba a envoyé en Haïti plus de 540 médecins ainsi que des enseignants, des experts de l'environnement, des maçons et des mécaniciens qui apprennent à leurs interlocuteurs à réparer des camions.

44. L'orientation humanitaire et sociale de la coopération Sud-Sud en Amérique latine et dans les Caraïbes est incomparable, de même que l'attention accordée aux dimensions de politique internationale que revêtent les questions de sécurité intérieure.

D. Coopération interrégionale

45. La coopération interrégionale Sud-Sud de l'Afrique s'étend à l'ensemble du globe. En 2012, les échanges entre l'Afrique et les pays du groupe BRICS ont atteint 301 milliards de dollars, soit 3,8 % de plus qu'en 2011 (290 milliards de dollars). Aussi impressionnante soit-elle, cette progression sur un an était la plus faible depuis 2000. La Chine à elle seule a représenté 166 milliards de dollars du commerce avec l'Afrique en 2012. Les échanges entre peuples sont aussi en plein essor : 1 million de touristes chinois se sont rendus en Afrique en 2012-2013 et près de 500 000 Africains sont allés en Chine. D'autre part, le commerce entre l'Inde et l'Afrique est passé de 20 millions de dollars en 2005-2006 à 68 millions de dollars en 2011-2012 et il devrait atteindre 90 millions de dollars d'ici à 2015¹⁷. Parmi les instituts panafricains de renforcement des capacités soutenus par l'Inde figurent ceux de l'informatique au Ghana, du commerce extérieur en Ouganda et de l'éducation, de la planification et de l'administration au Burundi, ainsi qu'un institut du diamant au Botswana. Tenu à Seoul en 2012, le troisième Forum Corée-Afrique a adopté un plan d'action pour 2013-2015. Réuni à Malabo, le troisième Sommet Amérique du Sud-Afrique a approuvé 27 projets dans les domaines du commerce, de l'investissement, de la santé, de l'éducation, des infrastructures, de la science et de la technologie. Le Sommet du groupe BRICS en 2013 a adopté la Déclaration et le Plan d'action eThekweni visant à renforcer l'appui au développement des infrastructures, à la sécurité alimentaire, à l'acquisition des compétences, à la création d'emplois et à l'industrialisation. La Turquie met en œuvre un dispositif de coopération technique de 260 millions de dollars dans les pays africains les moins avancés pour y renforcer les capacités de gestion des ressources en eau et de lutte contre les changements climatiques (voir [A/68/222](#)).

46. La Banque asiatique de développement et la Banque interaméricaine de développement entretiennent depuis 2012 l'idée d'une plateforme commune de coopération Sud-Sud entre la région de l'Asie et du Pacifique et celle de l'Amérique latine et des Caraïbes. Visant à faciliter l'échange des connaissances et des pratiques de référence entre les deux régions, cette initiative s'est traduite par une importante collaboration sur toute une série de sujets, notamment les pratiques douanières, l'accès universel au haut débit, l'atténuation des effets familiaux de la pauvreté, les villes durables et la stimulation de l'innovation sur les marchés à faible revenu.

47. Lors de sa première conférence sur l'économie et les affaires à Port-Louis en juillet 2013, l'Association de coopération régionale des pays du pourtour de l'océan

¹⁷ Research and Information System for Developing Countries, Discussion paper n° 180, India and Africa: Development Partnership (décembre 2012), p. 6. Disponible à l'adresse : http://ris.org.in/images/RIS_images/pdf/dp180_pap.pdf.

Indien, qui regroupe 20 membres, s'est penchée sur l'approfondissement des relations économiques en faveur d'une croissance harmonieuse, profitant à tous et durable. Les ministres et les représentants d'entreprises présents ont souligné la nécessité d'un « régionalisme ouvert » et défini les échanges comme un facteur indispensable de la promotion de la coopération économique et du développement.

48. Un conclave de haut niveau sur le projet de partenariat entre l'Inde et l'Afrique s'est réuni à New Delhi en mars 2013 pour examiner les moyens de le développer et de corriger le déséquilibre actuel des échanges interrégionaux. L'Inde importe 43 milliards de dollars de marchandises africaines, surtout du pétrole, de l'or, des diamants, du platine et de l'uranium, tandis que ses exportations (articles manufacturés, tourisme et services informatiques) ne sont que de 23 milliards de dollars.

49. Tenu à Abou Dhabi les 19 et 20 janvier 2014, le Sommet de l'économie bleue s'est concentré sur les impératifs de viabilité des petits États insulaires en développement et des États côtiers tributaires des océans. Il a repris un concept né de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue en 2012 à Rio de Janeiro, au Brésil, comme moyen d'axer l'attention sur l'importance d'un domaine économique qui recouvre 70 % de la planète et où passent 90 % des échanges mondiaux de marchandises. Cette attention est nécessaire car les questions océaniques, notamment celles des petites îles, sont souvent négligées. La troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement doit se tenir en septembre 2014 à Apia.

50. Avec le Soudan, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, le Dispositif IBSA (Inde, Brésil et Afrique du Sud) pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim (Fonds IBSA) a établi en 2013 un partenariat qui porte sur un programme de 1,3 million de dollars visant ces objectifs et qui, dans le cadre de projets à forte intensité de main-d'œuvre, crée des possibilités d'emploi pour les jeunes Soudanais sans qualifications et les forme à des emplois qualifiés.

51. Les pays du groupe BRICS ont signé en février 2014 un mémorandum d'accord sur la science et la technologie. Chaque pays sera chef de file d'un secteur particulier : le Brésil sur les changements climatiques et les catastrophes naturelles; la Fédération de Russie sur les ressources en eau et le traitement de la pollution; l'Inde sur les applications de la technologie géospatiale; la Chine sur les énergies renouvelables; et l'Afrique du Sud sur l'astronomie. Il est prévu que le sommet du groupe, qui doit se tenir en juillet 2014 au Brésil, reprendra la proposition de création d'une banque BRICS dotée de 50 milliards de dollars.

52. Le Brésil a un riche programme de coopération interrégionale Sud-Sud. La Société brésilienne de recherche agricole (EMBRAPA), entreprise publique, coopérerait avec 56 pays en développement et 89 institutions étrangères dans le cadre de 78 accords de coopération Sud-Sud. Pour pouvoir intervenir rapidement, elle est présente dans plusieurs autres pays, notamment au Ghana, au Panama et au Venezuela (République bolivarienne du). Ses experts vont aider l'Angola à élaborer une stratégie nationale d'innovation agricole et, ce faisant, former plus de 100 chercheurs angolais.

53. Cuba a un programme de coopération Sud-Sud de grande qualité visant à renforcer les capacités dans la prestation de services médicaux et dans divers

domaines de haute technologie, notamment les biosciences et la surveillance de l'environnement. Cuba a des accords multiples avec plusieurs pays en développement, notamment l'Angola (47), l'Afrique du Sud (11), le Venezuela (République bolivarienne du) (10) et l'Algérie (8). En septembre 2013, l'Institut national cubain des ressources hydrauliques a signé un accord de collaboration avec l'Afrique du Sud portant sur le renforcement des capacités de gestion de l'eau.

54. Le Kenya a commencé en novembre 2013 les travaux sur un tronçon manquant essentiel de la voie ferrée du Cap au Caire. Le lien à construire grâce à un financement chinois de 14 milliards de dollars prolongera la ligne actuelle du Kenya à travers l'Afrique de l'Est jusqu'au Soudan du Sud, à la République démocratique du Congo et au Burundi.

55. Au troisième Sommet afro-arabe, tenu à Koweït en novembre 2013, il a été pris note de l'institution d'un prix annuel koweïtien de 1 million de dollars pour la recherche sur le développement en Afrique; l'instauration d'une coopération en matière de renseignements dans le cadre du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme créé à Alger; et la décision de la Ligue arabe réunie au sommet d'établir une cour arabe des droits de l'homme ayant son siège à Bahreïn. Le Sommet s'est également prononcé en faveur de la création d'un centre afro-arabe destiné à l'échange d'informations sur la migration illégale.

56. La coopération interrégionale Sud-Sud couvre tout l'éventail des secteurs, de l'agriculture à la propriété intellectuelle; l'effervescence actuelle offre un contraste saisissant avec l'absence presque totale d'une telle activité il y a trois décennies.

IV. Pays développés

57. Du fait de la stagnation ou de la baisse des budgets d'aide au développement imputable à la récession qui a frappé les pays du Nord fournisseurs de cette aide, on accorde une attention accrue à l'utilité des prestations offertes. Les arrangements de coopération triangulaire dont on considère qu'ils renforcent l'efficacité de l'aide Nord-Sud sont devenus quasiment courants. Le premier projet financé conjointement par les organismes d'aide des États-Unis et du Japon, les deux plus importants du monde, a été un voyage d'étude organisé au titre de la coopération triangulaire et durant lequel des fonctionnaires vietnamiens sont allés aux Philippines se familiariser avec les difficultés du développement des infrastructures. Les initiatives de ce type abondent.

58. Les États-Unis prennent part à de multiples activités d'appui à la coopération Sud-Sud en Asie et en Afrique. En août 2014, ils tiendront à Washington leur toute première réunion au sommet avec des dirigeants africains. En Afrique, les domaines où leur rôle est le plus visible sont la sécurité alimentaire, l'énergie rurale et le maintien de la paix. On attribue à l'initiative « Feed the Hungry » le mérite d'avoir tiré quelque 12 millions de personnes de la pauvreté. À citer aussi un projet de 7 millions de dollars qui a pour but d'aider l'Afrique du Sud à prendre la tête régionale du développement. En 2013, les États-Unis et l'Indonésie ont achevé l'exécution de deux programmes de coopération triangulaire : un atelier international de formation à la gestion des risques de catastrophe et un atelier international sur la démocratie où les Indonésiens ont partagé leur expérience avec

cinq pays arabes. Par un mémorandum d'accord signé en 2013, les États-Unis et l'Indonésie s'emploieront, dans un cadre précis, à renforcer les capacités nécessaires au traitement des problèmes mondiaux.

59. Le Japon a continué de soutenir vigoureusement la coopération triangulaire à la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) qui s'est tenue à Yokohama en juin 2013 et a rassemblé des représentants d'États africains et des principaux pays donateurs. Il a aussi continué d'innover par la voie notamment d'un programme visant à renforcer le rôle du secteur privé dans le développement de l'Afrique et au titre duquel l'Agence japonaise de coopération internationale a envoyé d'anciens cadres d'entreprises commerciales japonaises servir de conseillers à des gouvernements africains. Dans le cadre d'autres initiatives, un soutien a été apporté aux opérations de lutte contre la piraterie et de maintien de la paix, des technologies d'exploitation minière durables ont été fournies, une aide à la prospection de terres rares a été offerte et un prêt de 79 millions de dollars aux conditions avantageuses et destiné à la réfection du tronçon tanzanien de l'axe routier devant relier Le Caire au Cap a été accordé. On citera également le projet triangulaire qui vise à étendre à la savane tropicale du Mozambique le savoir du Brésil en agriculture durable. Ce projet intitulé ProSavana a pour objet de regrouper des petits exploitants dans des communautés écologiques capables de protéger leurs propres intérêts tout en alimentant les chaînes d'approvisionnement des entreprises agroalimentaires.

60. Future Agricultures est un réseau de plus d'une centaine de chercheurs africains et européens qui, dans 12 États d'Europe et d'Afrique, étudient les politiques agricoles et alimentaires sur le continent africain. Le pays d'Afrique où ces chercheurs poursuivent leurs travaux sont l'Afrique du Sud, le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Mozambique, le Nigéria, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Sénégal et le Zimbabwe. Les membres du réseau échangent des informations et des travaux de recherche d'experts, encouragent les partenariats et la concertation politique et s'emploient à développer la communication sur des questions allant de l'élaboration des politiques alimentaires et agricoles aux incidences sociales des politiques agricoles.

61. Pour étudier l'efficacité des arrangements triangulaires, l'Agence norvégienne de coopération pour le développement a chargé trois organisations non gouvernementales et trois établissements d'appui (éthiopien, indien et norvégien) de collaborer à la gestion des ressources naturelles dans les zones semi-arides. Elle a constaté que les capacités des organisations partenaires, notamment leur aptitude à discerner pourquoi une politique fructueuse ici ne l'était pas là s'étaient sensiblement renforcées. En revanche, elle a noté que la problématique hommes-femmes ne suscitait guère d'intérêt.

62. Les principaux pays donateurs du Nord considèrent tous la coopération triangulaire comme un moyen de rendre plus efficace l'aide que les pays du Nord apportent à ceux du Sud.

V. Système des Nations Unies

63. Trois tendances se dégagent dans l'appui du système des Nations Unies aux coopérations Sud-Sud et triangulaire : a) la diversité et la solidité croissantes des programmes; b) une approche de plus en plus stratégique des cadres des politiques

et programmes soutenue par des efforts visant à améliorer la collecte des données, le suivi, l'évaluation et les rapports; et c) une collaboration accrue entre les organismes du système vers les résultats attendus de la coopération Sud-Sud. On en trouvera ci-après des exemples.

64. La CNUCED, qui, depuis toujours, donne des conseils stratégiques d'ensemble aux pays du Sud, a recommandé, dans deux de ses principaux rapports annuels, une réorientation fondamentale des efforts de développement nécessitant un degré de coopération Sud-Sud sans précédent. Dans sa publication phare intitulée *Rapport sur le commerce et le développement* en 2013, elle indique que le commerce entre pays du Sud contribue à l'apport de changements fondamentaux aux modes de consommation et de financement non durables. Dans sa publication *Trade and Environment Review, 2013*, la CNUCED préconise que le monde s'oriente vers une agriculture biologique à petite échelle.

65. Lors de l'établissement de son plan stratégique 2014-2017, le PNUD a évalué les efforts qu'il avait consacrés, de 2009 à 2011, aux coopérations Sud-Sud et triangulaire. Une stratégie interne visant certains objectifs précis est en préparation. En outre, le PNUD élabore de nouvelles modalités de projets et de nouveaux arrangements de participation aux coûts qui permettront à de nombreux pays de participer concrètement et efficacement aux processus de coopération triangulaire et Sud-Sud. Les centres de politique mondiale mis en place au Brésil, au Kenya, en République de Corée, à Singapour et en Turquie et sept accords de partenariat conclus avec l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique et la Turquie faciliteront les interactions entre pays du Sud. Autre initiative importante du PNUD : la Conférence Chine-Afrique sur la réduction de la pauvreté et le développement, tenue en juillet 2013 pour examiner les mesures que les petites et moyennes entreprises pourraient prendre pour créer des emplois à l'intention de la jeunesse.

66. En 2012, après un examen interne des travaux qu'elle avait menés durant les 15 années précédentes, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a mis à profit les conclusions de cette étude pour améliorer sa politique et ses programmes de coopération Sud-Sud. Elle a aussi créé un groupe spécialisé en la matière et a élaboré en 2013 une stratégie d'action régionale. Le cadre stratégique révisé, le Plan à moyen terme 2014-2017 et le budget ont aussi bénéficié de cette approche.

67. En 2011, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a entrepris une étude sans précédent sur les moyens de renforcer la coopération Sud-Sud en ce qui concerne la propriété intellectuelle au service du développement, l'accent étant mis sur les pays les moins avancés; le rapport d'évaluation de la première phase sera examiné par plusieurs États membres en 2014. L'OMPI a aussi tenu, pour la première fois, deux réunions interrégionales sur la coopération Sud-Sud. Les participants à la première, organisée avec le Brésil en août 2012, se sont penchés sur la coopération Sud-Sud dans les domaines suivants : gouvernance de la propriété intellectuelle; ressources génétiques; savoirs traditionnels et folklore; droits d'auteur et droits connexes. Organisée avec l'Égypte en mai 2013, la deuxième réunion a porté sur la coopération Sud-Sud dans les domaines suivants : brevets, marques commerciales, indicateurs géographiques, dessins et modèles industriels et leur protection. Ont participé à ces réunions les représentants de 32 pays en développement, de plusieurs pays développés, d'organisations

intergouvernementales et non gouvernementales et de la société civile. Ces travaux ont abouti à une série de propositions relatives aux moyens de faire avancer le processus et de renforcer les structures institutionnelles de coopération Sud-Sud à l'OMPI. En outre, les participants ont beaucoup dialogué sur certains aspects de la propriété intellectuelle. L'OMPI a de plus créé un site Web et plusieurs autres instruments en ligne, qui constituent un pôle complet d'informations sur la coopération Sud-Sud touchant les droits de propriété intellectuelle.

68. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) considère la coopération Sud-Sud comme une composante thématique et transversale des programmes des cadres d'action annuels et à moyen terme. Lors d'une conférence des pays les moins avancés en décembre 2013 à Lima, l'ONUDI a réuni de hauts responsables du secteur privé chargés de l'investissement, des échanges et du développement de la chaîne logistique, afin d'examiner ce que les entreprises du Sud pourraient faire pour accélérer le développement. Deux de ses centres régionaux Sud-Sud d'Inde et de Chine sont passés, l'un en 2013 et l'autre en 2014, à un deuxième stade de capacité d'appui au développement.

69. Depuis que son conseil d'administration a adopté une nouvelle stratégie de coopération Sud-Sud et triangulaire en mars 2012, l'Organisation internationale du Travail (OIT) a commencé à se servir de cet outil pour l'intégration prioritaire de son Programme pour le travail décent. En novembre 2012, son conseil d'administration a adopté, pour la stratégie, des indicateurs de résultats qu'il a incorporés aux propositions de programme et au projet de budget pour 2014-2015.

70. En novembre 2013, au Yémen, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations ont tenu une conférence régionale de trois jours, durant laquelle les participants sont convenus de plusieurs mesures d'urgence face au nombre croissant de migrants africains – estimé à un demi-million depuis 2006, dont environ 107 000 en 2012 – qui, partis de la Corne de l'Afrique tentent, au péril de leur vie, de gagner par la mer les pays arabes. Des activités d'information plus soutenues seront menées dans les pays d'origine et un soutien accru sera fourni aux pays d'accueil.

71. En janvier 2014, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a lancé ses opérations selon un nouveau cadre stratégique pour 2014-2017 qui le charge d'aider à élaborer et promouvoir les politiques à l'échelle mondiale et au niveau du système des Nations Unies; coordonner et faciliter les activités interinstitutions; stimuler le développement de mécanismes novateurs; favoriser la mise en place de partenariats ouverts à tous et mobiliser les ressources provenant d'entités publiques et privées en vue d'appuyer la collaboration pluri-institutions ...; et améliorer le partage du savoir, la constitution de réseaux et l'échange des meilleures pratiques, y compris dans le cadre des centres d'excellence des pays du Sud¹⁸.

72. Le Bureau a institutionnalisé une structure d'appui multilatéral à la coopération Sud-Sud composée des trois éléments suivants : a) l'Académie mondiale du développement Sud-Sud, qui bénéficie de l'appui d'une trentaine d'entités des Nations Unies et offre un accès à plus de 13 000 spécialistes du Sud; b) l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud, manifestation annuelle

¹⁸ Cadre stratégique du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (2014-2017); (DP/CF/SSC/5), par. 21.

(dont six se sont tenues à ce jour) qui présente des pratiques optimales et permet de nouer des liens de partenariat; et c) le Système mondial Sud-Sud de bourses aux actifs et à la technologie, tribune par laquelle toutes les parties à la coopération Sud-Sud peuvent solliciter une aide et forger des partenariats. Malgré les maigres ressources qui leur ont été allouées, ces initiatives ont fait leurs preuves. C'est ainsi qu'à l'Exposition mondiale de 2013, 16 mémorandums d'accord entre entreprises, investisseurs et entités du secteur privé ont été signés sur place, par l'entremise du Système mondial Sud-Sud de bourses aux actifs et à la technologie, tandis que des contributions financières d'environ 450 millions de dollars ont été annoncées. C'est aussi à l'occasion de cette exposition que le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a mis sur pied, de concert avec le Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, un mécanisme de transfert de technologies Sud-Sud pour les pays en développement sans littoral, qui facilitera le transfert de technologies devant permettre de développer et de renforcer les capacités de production desdits États.

73. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et le Bureau régional du PNUD pour les États arabes ont organisé à l'intention des États arabes la première exposition régionale sur le développement Sud-Sud, que le Gouvernement qatarien a accueillie à Doha en février 2014. Pour le recensement dans les États arabes des mécanismes et des solutions pour la coopération Sud-Sud, l'outil présenté à l'exposition est conçu comme une source globale d'informations en ligne qui répertorie les solutions et mécanismes en la matière en vue de faciliter les contacts et les échanges. La première version publiée de cet outil énumère 40 solutions et 28 mécanismes de coordination présents un peu partout dans la région. D'autres initiatives lancées durant l'exposition ont pour objet de venir en aide aux populations déplacées de Somalie et de créer des emplois pour les jeunes.

74. Les politiques et programmes Sud-Sud du système des Nations Unies sont de plus en plus stratégiques mais, malgré quelques initiatives conjointes, les activités des différents organismes restent cloisonnées par thème. La coopération à l'intérieur du système qui vise à promouvoir la modalité Sud-Sud est un aspect de plus en plus évident de l'architecture du Bureau.

VI. Secteur privé et société civile

75. Un des facteurs qui, depuis deux décennies, contribuent le plus au succès de la coopération Sud-Sud, est la participation grandissante des entreprises et de la société civile. La plupart des sociétés transnationales basées dans les pays en développement prennent part à des activités Sud-Sud. Il en va de même pour une bonne partie des réseaux de la société civile composés de militants de causes. Outre ces tenants naturels de la coopération Sud-Sud, il en existe d'autres qui œuvrent dans l'ombre, à peine visibles, mais qui produisent souvent des travaux de recherche d'une importance capitale, appliquent des techniques de pointe, accomplissent des tâches essentielles avec des budgets exigus ou fournissent des services financiers vitaux.

76. En 2012, Small Globe, association canadienne à but non lucratif qui évalue la contribution des coopérations Sud-Sud et triangulaire au développement socioéconomique, qui dispense une formation et analyse les politiques suivies en la

matière, a publié une étude novatrice sur la collaboration grandissante entre les industries pharmaceutiques des pays émergents. L'ouvrage, qui s'intitule *South-South Collaboration in Health Biotechnology: Growing Partnerships amongst Developing Countries*, rend compte des résultats d'un projet de grande envergure auquel ont collaboré des groupes de chercheurs dans six pays en développement¹⁹.

77. Basé aux États-Unis, le Safe-Water Network cherche à promouvoir les sources d'eau appartenant aux communautés et exploitées par elles. Pour leur offrir les services d'experts et d'appui dont elles avaient besoin pour s'assurer le contrôle de leurs propres ressources en eau, le réseau a tiré parti des moyens et des possibilités d'apprentissage qu'offrait la coopération Sud-Sud. De même, le Watershed Organisation Trust, organisation indienne de développement rural à but non lucratif qui bénéficie du soutien financier de l'Allemagne et de la Suisse s'emploie, dans plusieurs États de l'Inde, à former les populations souvent illettrées des villages à la gestion des ressources en eau et au bon usage des terres. Ses 180 collaborateurs sont équipés de téléphones mobiles et d'ordinateurs tablettes dotés d'un logiciel qui classe les entrées (photographies, son et texte) dans un répertoire analytique, actualisé en permanence, de toutes les activités, allant des projets exécutés aux réunions de village et au recensement des espèces végétales et animales des régions étudiées. Ces initiatives, qui ont permis aux communautés agricoles de faire face, même à de graves sécheresses, ont été reproduites dans 35 pays en développement d'Asie du Sud et d'Afrique.

78. Simpa Networks, société basée à Bangalore (Inde), a mis au point une formule novatrice d'achat à la carte de systèmes photovoltaïques solaires individuels coûtant environ 30 dollars. Simpa fournit les sommes nécessaires à l'installation du matériel et distribue à chaque utilisateur du système un compteur dans lequel il doit entrer un code personnalisé pour payer l'énergie qu'il consomme. Une fois remboursé, le système photovoltaïque est débloqué en permanence et l'énergie qu'il fournit devient gratuite. Après une phase pilote prometteuse, Simpa aspire à s'implanter en Inde et compte, pour commencer, offrir ses services à quelque 60 000 clients ruraux. La Banque asiatique de développement aurait déjà investi 2 millions de dollars dans cette entreprise.

79. Le Centre africain pour les applications de la météorologie au développement a été créé lorsque le manque de moyens a incité les météorologistes africains à mettre leurs ressources en commun. Les réunions qu'ils ont tenues pour échanger des données et des travaux de recherches se sont transformées en une structure qui offre désormais des services d'alerte rapide et de conseils utiles aux agriculteurs, aux agents de la santé publique et à ceux qui s'efforcent d'atténuer les risques de catastrophe. Le Centre aidera également à prévoir les effets du climat sur la propagation des maladies, l'érosion côtière, les ondes de tempête et les phénomènes climatiques extrêmes.

80. Basée à Doubaï, la Fondation Mohammed bin Rashid Al Maktoum constitue, avec une dotation de 10 milliards de dollars, le plus grand organisme philanthropique de la région arabe. L'organisation Doubaï Cares, œuvre philanthropique plus petite dotée de 1 milliard de dollars, soutient l'éducation primaire dans les pays en développement. Le Centre d'excellence de Doubaï sur le

¹⁹ L'ouvrage, librement accessible, peut être consulté à l'adresse suivante : www.idrc.ca/EN/Resources/Publications/Pages/IDRCBookDetails.aspx?PublicationID=1117.

carbone, premier établissement de ce type à être créé au Moyen-Orient, est une société privée par actions qui offrira aux secteurs public et privé des compétences de première qualité pour la quantification et la mise en œuvre de projets de revalorisation de l'environnement. Masdar, filiale de la Mubadala Development Company sise à Abu Dhabi, continue d'organiser chaque année le Sommet mondial sur l'énergie de l'avenir qui offre à de nombreux pays du Sud un cadre propice au partage de connaissances.

81. De nombreuses petites organisations et sociétés à but non lucratif apportent un appui précieux aux efforts en faveur d'une coopération Sud-Sud transformatrice.

VII. Conclusions et recommandations

82. La vaste gamme d'initiatives Sud-Sud visant à faciliter l'intégration régionale et à traiter les très nombreux problèmes de développement transnationaux témoigne de l'importance stratégique croissante de la coopération Sud-Sud pour la réalisation des objectifs de développement convenus à l'échelle internationale, notamment ceux du Millénaire pour le développement et le programme de développement à adopter après 2015.

83. Le fait que la Chine et l'Inde se sont engagées sur la voie d'un développement durable à faible émission de carbone et le soutien croissant apporté au développement des infrastructures en Afrique dans l'esprit de la coopération Sud-Sud illustrent le type d'action internationale collective dont le monde a grand besoin face à des problèmes de développement qui dépassent les moyens d'un pays ou d'une région. Pour que ces partenariats se développent, il faudra élaborer et mettre en œuvre en permanence des cadres régionaux et interrégionaux concrets de coopération Sud-Sud et triangulaire dans des domaines prioritaires comme la lutte contre la pollution, les changements climatiques, les maladies transmissibles, le trafic de stupéfiants et la piraterie.

84. En s'attachant à renforcer et à mieux coordonner les activités de coopération Sud-Sud touchant la sécurité, on peut réduire considérablement le nombre de conflits internationaux et civils, surtout si l'on se fixe pour objectif commun d'éliminer le trafic de drogues et le marché noir mondial.

85. Il conviendrait de s'inspirer largement des modalités de coopération Sud-Sud visant à remédier aux problèmes sociaux et humanitaires en Amérique latine et dans les Caraïbes par une démarche de croissance économique assortie de mesures préventives destinées à réduire les inégalités, à prévenir les troubles sociaux et renforcer la cohésion sociale.

86. Les organismes des Nations Unies adoptant dans leurs politiques et programmes des visions stratégiques propres des coopérations Sud-Sud et triangulaire, des mesures supplémentaires devraient être prises pour que les entités à compétences analogues puissent regrouper ou systématiser leur appui aux efforts des pays en développement dans des domaines prioritaires comme le renforcement des capacités productives et la création de chaînes logistiques régionales et mondiales indispensables à la création d'emplois et à l'élimination de la pauvreté.

87. On n'est pas encore bien conscient des incidences les plus radicales des technologies de l'information et des communications, notamment celles qui permettront de nouveaux modes de financement, de gestion et de commercialisation

voués à supplanter l'organisation hiérarchisée des entreprises. La capacité de cibler à moindre coût des niches de marché rendra la production artisanale ou rurale compétitive si les petites industries qui fabriquent des produits de qualité tirent mieux parti des énergies renouvelables hors réseaux et des autres technologies peu onéreuses dans les zones rurales du Sud.

88. Il faudrait mettre davantage à profit les nombreuses contributions du secteur privé et de la société civile aux coopérations Sud-Sud et triangulaire en resserrant les partenariats systématiquement forgés entre les secteurs public et privé face aux besoins prioritaires du développement, en investissant dans les sciences, la technologie, l'innovation et d'autres secteurs où les acteurs non étatiques sont riches en compétences et en ressources.
